

Le Congo, l'oublié de nos cours d'histoire

De nombreux élèves quittent l'enseignement secondaire sans avoir rien appris sur le passé colonial belge

La secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances Zuhail Demir (N-VA) a rencontré, mardi, les jeunes filmés en train d'entonner un chant raciste au festival Pukkelpop. Elle les a invités au musée de l'Afrique centrale, bientôt entièrement rénové, pour *"qu'ils prennent la mesure des horribles faits perpétrés à l'époque"*.

Pour rappel, le parquet du Limbourg a ouvert une enquête, après que deux jeunes Bruxelloises aux racines rwandaises eurent affirmé avoir été victimes de violence physique et verbale, en présence de témoins indifférents.

Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux a montré un groupe de jeunes fredonnant des paroles racistes : *"Handjes kappen, de Congo is van ons"* (*"Couper les mains, le Congo est à nous"*). L'un d'eux, un habitant de Genk, a reconnu avoir participé à ce navrant exercice. Dans *"Het Belang van Limburg"*, il a avoué avoir agi *"sans réfléchir et sans prendre conscience des conséquences"*.

C'est notamment lui que M^{me} Demir, qui est elle aussi de Genk, a voulu rencontrer, dans un esprit *"pédagogique et non répressif"*. Dans son message, le jeune homme parlait d'un *"comportement, qui n'est pas en adéquation avec la personne que je suis ou souhaite être"*, avant de présenter ses excuses *"à tous ceux qui se sentent offensés"* et en particulier *"aux deux femmes qui ont, à juste titre, jugé cela inacceptable"*.

Cela dit, les deux victimes d'insultes racistes font état de comportements odieux de la part de personnes bien plus nombreuses que

le groupe de jeunes gens apparaissant dans la vidéo. Et celles-là n'ont, à ce jour, exprimé aucune excuse, ni aucun regret.

J.-C.M.

La colonisation belge au Congo est-elle suffisamment enseignée dans les classes du secondaire? Dans les faits, non, reconnaissent tous les interlocuteurs. Et pour plusieurs raisons.

La première est due au fait que c'est l'enseignement de l'histoire en général qui souffre en Belgique francophone. Depuis son avènement il y a vingt ans, la pédagogie active, dite "par compétences", a largement contribué à la réduction du temps consacré à la transmission des savoirs. *"On observe donc des lacunes dans beaucoup de domaines"*, note Pierre-Luc Plasman, docteur en histoire, enseignant dans le secondaire et auteur de *"Léopold II, potentat congolais"*, récemment publié aux éditions Racine. *"Les jeunes manquent de savoirs historiques. Ils ne partagent plus comme auparavant un socle de culture générale commun."*

L'enseignement de la colonisation, au même titre par exemple que celui de l'histoire de la Belgique dans sa globalité, a souffert de cette évolution pédagogique, confirme un autre enseignant.

Des ressources pédagogiques existent

Si l'on regarde les prescrits des cours, on constate que les référentiels – les documents officiels qui fixent "ce qu'il faut enseigner" – se montrent très évasifs.

Celui, rédigé en 1999, qui aborde ce qu'il faut enseigner dans le général, évoque simplement les concepts de "colonisation" et de "décolonisation" comme étant à aborder en classe. On lit aussi qu'au rang des "moments clés", le professeur devra enseigner la *"décolonisation et les relations Nord-Sud"*. Mais nulle part l'enseignement de la colonisation belge du Congo n'est explicitement évoqué comme incontournable.

Le référentiel consacré à l'enseignement technique et de qualification, rédigé en 2014, évoque quant à lui bel et bien la colonisation du Congo. Mais celle-ci ne fait pas l'objet d'une thématique en tant que telle.

Malgré cette quasi-absence des référentiels, les programmes – qui définissent pour chacun des réseaux le "comment" il faut enseigner – suggèrent un peu plus explicitement d'aborder la question du Congo.

Les référentiels de la filière de technique et de qualification sont les seuls qui évoquent l'enseignement de la colonisation au Congo.

C'est finalement dans les manuels d'histoire, notamment ceux dirigés par Jean-Louis Jadoulle, que le sujet fait l'objet d'une approche plus spécifique. Et ces manuels l'abordent de manière *"honnête, nuancée et en phase avec la réalité des faits"*, notent, avec quelques nuances, plusieurs historiens.

Un problème de temps

S'il y a bien une lacune au niveau des référentiels, de bons outils et de bonnes ressources pédagogiques existent. Le problème de l'enseignement de la colonisation du Congo ne vient donc pas d'une absence de telles ressources.

Dans les faits, s'il est peu abordé, cela tient essentiellement aux aléas du terrain. Les profs n'y étant pas explicitement tenus, ils enseignent en effet la présence belge au Congo de manière variable.

Et pour ceux qui voudraient davantage le faire, la colonisation est souvent prévue en fin d'année. Le temps manque donc régulièrement. Surtout en sixième, note Pierre-Luc Plasman. *"Cette année-là, dès le mois de février ou de mars, les profs d'histoire préparent leurs élèves à la thématique sur laquelle ils seront interrogés lors de l'examen du mois de juin, commun à toutes les écoles."*

tes les écoles."

Ce manque de temps est d'autant plus dommageable qu'un tel sujet en demande beaucoup pour être transmis avec nuance, regrette en substance Anne-Sophie Gijs, professeur d'histoire de l'Afrique à l'UCL. Sans un nombre d'heures adéquat, il risque d'être simplifié, et donc mal enseigné.

Les espoirs du Pacte

De nombreux élèves quittent donc le secondaire sans jamais avoir reçu un enseignement digne de ce nom sur le Congo. Cette situation pourra-t-elle évoluer?

Le Pacte d'excellence prévoit la rédaction de nouveaux référentiels, et la ministre de l'Education Marie-Martine Schyns (CDH) s'y montre attentive. *"Aucun élève ne devrait sortir de secondaire sans connaître les éléments clés de la colonisation belge au Congo et les crimes liés à cette période de l'histoire, insiste-t-elle. Appréhender le colonialisme passé doit faire clairement partie du cours d'histoire pour tout le monde. Nous travaillons dans le cadre du Pacte à pouvoir rendre les référentiels les plus précis possibles afin que les périodes clés de notre histoire soient enseignées à tous les élèves."*

BdO

- Dans les écoles belges, l'histoire de la colonisation est peu enseignée.
- Une lacune qui génère parfois un racisme "ordinaire, banal, bête et méchant".
- Au Pukkelpop, des jeunes ont chanté "Coupez les mains, le Congo est à nous" en direction de deux filles d'origine africaine.

"L'absence de cours sur le colonialisme génère l'ignorance"

Handjes kappen, de Congo is van ons" ("Coupez les mains, le Congo est à nous"). En entendant les chants racistes criés sur la plaine du Pukkelpop ce week-end, on ne peut s'empêcher de se poser la question: l'absence notoire de l'histoire de la colonisation belge dans l'enseignement a-t-elle un impact sur notre société? "Indéniablement, oui, tranche Patrick Charlier, directeur d'Unia. Cette lacune génère autant de l'ignorance que du racisme." Ce n'est pas la première fois qu'Unia, qui a reçu une plainte, a affaire à des mineurs au comportement intolérable. "C'est déjà arrivé avec le Congo mais aussi avec le nazisme. Les jeunes savent que c'est provoquant de tenir de tels propos, ils le font pour se mettre en avant. Mais quand on creuse, on se rend compte qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent, qu'ils ne mesurent pas le poids de leurs propos. Or, derrière les mots, il y a une réalité qui peut blesser de nombreuses personnes", continue Patrick Charlier, qui plaide pour des mesures éducatives plutôt que pour des sanctions.

Un passé commun

Pour contrer l'émergence de tels comportements, l'enjeu aujourd'hui serait de créer une "histoire commune entre afro-descendants et belgo-descendants", estime Patrick Charlier, qui suggère à titre d'exemple - "ce serait un bon début" - des sorties

scolaires au musée d'Afrique centrale à Tervueren. "L'histoire coloniale, c'est aussi notre histoire. Il n'y a pas de raison qu'on ne partage pas ce passé commun."

Avant toute chose, l'école devra réussir à surpasser la polarisation du débat sur le Congo belge, nourrie d'un côté comme de l'autre de manière parfois caricaturale. "Il faut le faire de façon sereine, il ne s'agit pas de rendre des comptes ou de se venger. Enseigner le colonialisme permet de l'inclure dans le 'nous' belge. Le fait de ne pas en parler, c'est un déni de reconnaissance. Ce travail est donc nécessaire des deux côtés. Et pour ceux qui vivent une espèce de citoyenneté de seconde zone, et pour ceux qui considèrent que la présence des premiers en Europe ou en Belgique n'est pas légitime", analyse Sarah Demart, chargée de recherche à l'université Saint-Louis, qui souligne que cette matière pourrait être abordée sous l'angle de la citoyenneté, de l'histoire, de l'économie, etc.

Aborder l'épisode de la colonisation serait d'autant plus important aujourd'hui que les questions identitaires prennent de plus en plus d'importance dans le débat public et qu'une partie de la population ne se sent pas belge. Or, "comprendre les liens qui unissaient la colonie et la métropole nous aiderait certainement à comprendre notre société", conclut Sarah Demart.

S. F.